

Entretien accordé à la FAO par Monsieur Johannes Rau, ancien Président de la République fédérale d'Allemagne

Question 1:

L'Alliance internationale contre la faim est née d'un discours que vous avez prononcé en octobre 2001. Que ressentez-vous en voyant l'Alliance devenir une organisation internationale viable dans les quelque 80 pays qui se sont déclarés intéressés et les 30 pays dotés d'Alliances nationales organisées pour lutter contre la faim? Vous attendiez-vous à cela lorsque vous avez fait part de votre idée au public de la Journée mondiale de l'alimentation?

Réponse:

Je suis très heureux que les pays se soient associés en si grand nombre à l'Alliance internationale contre la faim, et j'espère que d'autres encore le feront. C'est un signe encourageant quand le nombre de ceux qui souffrent de la faim augmente à nouveau.

Une alimentation correcte et saine est une condition préalable indispensable à un développement économique et social efficace. Dans ce discours d'octobre 2001, mon intention était de rassembler et de renforcer les capacités nationales et internationales dans la lutte contre la faim. L'objectif était d'ancrer dans l'esprit du public l'idée qu'il fallait redoubler d'efforts pour lutter contre la faim, tant au niveau national qu'au niveau international. Nous avons dans une certaine mesure réussi. Avec les Directives sur le droit à l'alimentation adoptées par la FAO, la communauté internationale a défini et rassemblé les obligations juridiques. J'espère que la FAO, dans son rôle d'initiateur et de protecteur du droit à l'alimentation, pourra mettre en place le cadre institutionnel nécessaire, intégrer cette approche dans ses programmes et la faire adopter par le système des Nations Unies. Nous sommes appelés maintenant à honorer le droit de chacun à une alimentation suffisante. Les Alliances contre la faim pourraient constituer un moyen puissant à cette fin. Les organisations non gouvernementales, les médias, les groupes de défense des droits de l'homme et les personnes affectées pourront invoquer ce texte à l'avenir.

Question 2:

L'Alliance progresse maintenant, mais se trouve encore dans la phase de démarrage. Avez-vous des conseils – ou des mises en garde – à formuler à l'intention du secrétariat de l'Alliance internationale ou de ceux qui travaillent au niveau national pour établir des Alliances nationales?

Réponse:

La lutte contre la faim demande de la patience, de l'endurance, un engagement profond et de la persuasion. Nous avons besoin de patience et d'endurance parce que la lutte contre la faim est longue et dure. Nous ne devons pas nous décourager si les progrès sont parfois plus lents que souhaités, ou si nous reculons dans certains domaines, et notre regard doit rester fixé avec fermeté sur notre objectif: un monde libéré de la faim.

C'est aux États qu'incombe au premier chef la responsabilité de réaliser progressivement le droit de leur peuple à une alimentation suffisante. Les Alliances nationales doivent s'employer à ce que les pays exploitent pleinement les possibilités à leur disposition. Le potentiel et l'engagement des citoyens doivent être mobilisés,

par exemple par des campagnes de publicité. La sécurité alimentaire doit devenir à long terme un objectif central des politiques gouvernementales. Les recettes fiscales des États doivent augmenter et/ou être investies de manière plus efficace et efficace. Les institutions locales, régionales et nationales doivent être exhortées à ne plus tolérer la faim dans leur domaine de compétence, mais à la combattre contre celle-ci et à prendre les mesures nécessaires pour prévenir les crises. Les pays les plus pauvres offrent un vaste champ d'activités aux alliances nationales.

Dans les pays plus riches, les Alliances nationales doivent exhorter les gouvernements, la société civile et le secteur privé à assumer de manière active la responsabilité des pays pauvres. En outre, elles doivent veiller à ce que l'accès à un niveau nutritionnel minimum soit garanti aux groupes à risque de leurs propres populations. La communauté internationale doit avant tout établir un environnement propice, c'est-à-dire une concurrence loyale dans les échanges internationaux, les instruments financiers nécessaires et des priorités en matière d'aide correspondant aux besoins réels de ceux qui ont faim. Le secrétariat international doit coopérer étroitement avec les institutions internationales compétentes dans ces domaines.

Question 3:

L'élément central – et le pouvoir de communication – de l'Alliance internationale, c'est l'Internet. Lorsque le site web de l'Alliance fonctionnera, les Alliances nationales, ainsi que les personnes intéressées partout dans le monde auront accès à une information abondante sur la lutte contre la faim dans le monde. À votre avis, quel potentiel peut offrir Internet à des organisations comme l'Alliance internationale? Pouvez-vous prévoir ou suggérer de nouvelles orientations pour renforcer la synergie entre l'Internet et le développement international? Cette mondialisation de l'information est-elle une force positive pour le développement, ou la fracture numérique ne servira-t-elle qu'à maintenir le statu quo?

Réponse:

L'Internet offre sans aucun doute un grand potentiel à l'Alliance internationale contre la faim. L'échange rapide et la disponibilité des informations contribuent à améliorer la prise de décision. Le développement rapide d'Internet signifie en principe que même ceux qui se trouvent dans des régions isolées peuvent accéder aux données et informations techniques nécessaires pour adapter la production à l'évolution de l'environnement. Par ailleurs, l'Internet offre à tout le monde la possibilité sans précédent de se faire entendre, de défendre ses intérêts et de lutter pour ses droits. Des systèmes d'information ouverts sont une base importante pour le dialogue démocratique.

La mondialisation de l'information ne peut, cependant, avoir un impact positif sur les conditions de vie des pauvres que si un accès équitable est garanti et si les groupes cibles peuvent eux-mêmes participer de manière active. Des approches financières et structurelles novatrices sont nécessaires pour surmonter les obstacles qui empêchent les pauvres de participer à l'échange mondial d'informations. Le développement de structures de communication ouvertes permettrait de renforcer l'Alliance internationale contre la faim et d'offrir à tous la possibilité de partager leur potentiel individuel et leurs idées.

Question 4:

Le premier objectif de développement défini dans la déclaration du Millénaire est de réduire de moitié la faim et la pauvreté dans le monde d'ici 2015. Nous ne sommes pas à l'heure actuelle en mesure d'atteindre cet objectif à la date fixée. Des résultats positifs sont indéniables, comme la réaction récente au tsunami en Asie et l'allègement de la dette offert aux pays en développement. Mais la communauté internationale n'est-elle pas en quelque sorte incapable d'accélérer ses efforts? Que faut-il changer dans la communauté des bailleurs de fonds – et dans la communauté des bénéficiaires – pour que les objectifs du Millénaire pour le développement puissent être atteints?

Réponse:

L'impact du tsunami et la formidable volonté d'aider ont montré dans le monde entier le grand sentiment de solidarité des hommes à l'égard de leurs semblables. Le tsunami a englouti les populations de la côte du Sud-est de l'Asie comme une force primitive et ses conséquences ont déclenché un mouvement de générosité irrépressible, en Allemagne et dans de nombreux autres pays.

La Déclaration du Millénaire des Nations Unies est un engagement des gouvernements qui est néanmoins trop abstrait pour la grande majorité de ceux qui vivent dans les pays industrialisés, malgré une information et des activités de relations publiques intenses. Elle ne génère pas l'activité publique nécessaire pour qu'elle ait un impact qui dépasse les assurances données par les gouvernements. Nous devons maintenant attirer l'attention dans nos pays sur d'autres régions qui souffrent de crises et de la pauvreté. Renforcer les initiatives de partenariat entre groupes des pays riches et des pays pauvres serait une démarche intéressante.

Je crois qu'il existe un grand nombre de bonnes idées et de projets convaincants pour lutter contre la faim dans le monde. Il me semble, cependant, qu'il importe d'utiliser les ressources disponibles dans le cadre d'une stratégie de développement économique et social à long terme. La réussite d'une telle stratégie nécessite un contexte stable et efficace: la réalisation des droits fondamentaux de l'homme, la généralisation et la reconnaissance du droit d'accéder aux ressources de production, la possibilité d'invoquer ces droits et de protester contre leur violation, la sécurité des investissements, la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale, ainsi que d'autres facteurs institutionnels, comme un système d'enseignement approprié. Cette interdépendance mutuelle pose des problèmes considérables, mais surmontables, tant aux bailleurs de fonds qu'aux bénéficiaires.